

LES RESOLUTIONS PERDUES DU 39EME CONGRES

P7

« Le 38e Congrès du PCF, jugeant nécessaire un nouvel élan de notre parti, se prononce pour une réorientation, tant du point de vue stratégique que de son activité et son organisation. »

38eme et 39eme congrès, où en est-on de la réorientation ?

Les changements concrets dans l'organisation fédérale et nationale permettent-ils de mettre en mouvement les communistes ?

P11

« Ces quatre années d'activité intense auront rendu plus pressante la nécessité et l'urgence d'une organisation se déployant au plus près de la population et notamment dans les entreprises, au cœur de l'opposition entre capital et travail. S'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir, cette exigence est largement partagée dans le PCF »

L'urgence de l'organisation de l'intervention politique à l'entreprise, a-t-elle été prise en compte ?

P15

« Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales.

Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent à des liquidités créées par les banques centrales. Après 2008-2009 elles ont permis à la mondialisation financière de reprendre. Mais après les interventions de 2020, l'insuffisance de production, les pénuries d'emploi, les ruptures de chaînes d'approvisionnement, les consommations de matières, les spéculations et le gonflement inédit du capital financier ont atteint un paroxysme. Il en est résulté qu'une inflation d'une grande violence a ressurgi durablement dans le monde entier »

« Pour sauver la valeur des capitaux accumulés, les banques centrales et les classes dirigeantes assument le risque d'une récession : plutôt sacrifier l'emploi et la croissance que de concéder des hausses de salaires et développer la formation de toutes et tous. Et c'est le risque de crise financière qui se profile. Face à ces restrictions et perversions, l'enjeu d'un tout autre contenu de la croissance est plus que jamais d'actualité pour un développement écologique et social. »

Cette analyse est-elle souvent utilisée dans notre communication pour remettre en cause les plans d'austérité ?

P15

« Le PCF peut donner de la force à sa proposition d'émission massive des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI »

Cette proposition est discutée au niveau international par les BRICS. Est-elle la centralité dans notre argumentaire pour sortir de la domination du dollar ?

P25

« Tout cela atteste que l'Otan est toujours un outil de guerre et doit être dissout au bénéfice d'un espace pan-européen et mondial de paix, de coopération et de sécurité collective »

Cette résolution ne devrait-elle pas être remise très vite au service d'un mouvement pour la paix qui semble à bout de souffle ?

P36

« Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition, une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité sociale et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles, le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi et de formation, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie avec des activités développant toutes les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être considérées que comme une force de travail traitée comme une marchandise ; un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens, de toutes les travailleuses et tous les travailleurs.

Porteur d'une véritable révolution du travail et de son sens, le dépassement du marché du travail met à l'ordre du jour une nouvelle logique économique, avec un dépassement du marché des biens et des services, par l'affirmation de nouveaux critères de gestion des entreprises, entrant en conflit avec les critères de gestion capitalistes, et par l'essor de nouveaux services publics, lieux d'exercice de nouveaux pouvoirs par leurs agent-es et par leurs usager-es ; avec le dépassement du marché de l'argent par le développement d'un nouveau crédit bancaire, contre la dictature des marchés financiers ; et avec le dépassement du marché mondial qui connecte les trois précédents à l'échelle de la planète, par une nouvelle mondialisation de coopération et de paix, remplaçant l'hégémonie du dollar et de ses institutions (FMI, Banque mondiale) par une monnaie commune mondiale de coopération avec de nouvelles institutions, depuis l'échelon local jusqu'au niveau national, et du niveau européen au niveau mondial

Le projet communiste est-il d'ordre incantatoire où s'inscrit-il dans l'orientation concrète de nos démarches politiques ?

P39

1. REVOLUTIONNER LE TRAVAIL, LA PRODUCTION ET LA CONSOMMATION

« Les communistes proposent de construire un système permettant de travailler toutes et tous, une sécurité de l'emploi et de la formation dont l'ambition est d'éradiquer le chômage. Dès la sortie du système scolaire, nous proposons que chacune et chacun soit affilié-e à un nouveau service public de l'emploi et de la formation lui permettant d'alterner, tout au long de sa vie, périodes d'emplois et périodes de formation dans une sécurité de revenu et de droits. Il s'agit d'un processus révolutionnaire conduisant à l'éradication du chômage, au dépassement du marché du travail capitaliste, à une mobilité choisie pour chacune et chacun et à un progrès culturel considérable par l'accès permanent et volontaire des salarié-es aux savoirs et aux connaissances. »

L'axe principal de la révolution du travail que nous préconisons passe par le projet de sécurité emploi formation. Les actions que nous avons menées sur ce projet sont-elles à la hauteur des enjeux ?

P43

« Pour y parvenir, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié-es doivent permettre de faire prévaloir, dans la gestion des entreprises et des services publics, de nouveaux critères donnant la priorité à l'emploi, à la formation, à la recherche, aux économies de ressources naturelles et à la diminution des pollutions. Les syndicats doivent être soutenus (mise à disposition de locaux, garantie des libertés syndicales, respect de la représentativité, droit d'expression reconnu au sein des entreprises...), et les moyens et pouvoirs alloués à

l'inspection du travail doivent être développés. De nouvelles institutions et initiatives (pôles publics, conférences territoriales et nationales...) doivent constituer les bases d'une nouvelle planification, nationale et décentralisée, articulant en cohérence les enjeux locaux et nationaux pour en finir avec le court-termisme et les gaspillages, mais aussi pour rétablir les équilibres territoriaux. »

Utilisons-nous notre projet d'instauration de nouveaux pouvoirs pour les salariés dans notre démarche vers les entreprises ?

P44-45

« L'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques et des entreprises doit viser une nouvelle efficacité économique pour l'emploi. »

« Parce que l'entreprise n'est pas un espace hors du champ de la citoyenneté, des pouvoirs nouveaux sont à conquérir par et pour les salarié-es.

Elles et ils doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets de restructuration et de licenciements, mais aussi disposer des moyens de faire prendre en compte leurs projets de créations d'emplois, avec droit de saisine du crédit bancaire allant jusqu'au droit de préemption en cas de vente d'une entreprise. »

Ces résolutions ont fait l'objet d'une campagne intéressante dans les institutions.

Ne mériteraient-elles pas une campagne sur la durée dans le PCF en direction du monde du travail ?

P50

Notre démarche ne saurait se résumer à la recherche d'alliances entre forces de gauche, ni céder à l'illusion d'un changement politique initié du seul sommet de l'État. Inversement, nous ne cédon pas non plus à l'illusion que ce changement politique pourra ignorer la question de la conquête majoritaire du pouvoir d'État,

N'avez-vous pas le sentiment que la première résolution s'efface souvent devant les enjeux de la deuxième ?

P55

Ni sortie de l'actuelle Union européenne ou de l'euro, ni assujettissement au projet capitaliste pour le continent, nous mettrons en avant des propositions allant dans le sens d'une union de nations et de peuples libres, souverains et associés, dans l'objectif de combattre la domination du capital.

Avez-vous l'impression que cette orientation a été le fil conducteur de notre dernière campagne des Européennes ?

P57

« Nous nous donnons l'ambition que le Parti communiste réalise au minimum 10 000 nouvelles adhésions »

Y-aura-t-il un bilan au 40eme congrès ?

P58

« 2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail

À l'entreprise et sur les lieux de travail, où se créent les richesses et les services, se nouent l'exploitation et les dominations capitalistes. L'entreprise est un lieu de pouvoir du capital à conquérir par le monde du travail. Dans la très grande majorité des entreprises, le patronat et les directions y décident de la production, de l'affectation des richesses produites, de l'organisation du travail et de sa finalité, des services rendus à la population, des créations et

destructions d'emplois... Ils diffusent activement les idées qui confortent leurs décisions et ils y font de la politique au quotidien.

L'entreprise est au cœur des luttes sociales, de la prise de conscience de classe, de la construction du rassemblement populaire. Les concentrations et transformations des forces productives et des lieux de travail appellent à un approfondissement de nos analyses sur la structure de la production, le rapport au travail et l'organisation de l'exploitation capitaliste. C'est pourquoi le déploiement de l'activité des communistes sur les lieux de travail doit devenir un objectif prioritaire, partagé, une orientation portée par l'ensemble du parti. Cela doit trouver une traduction concrète dans notre organisation, en prenant appui sur ce qui a été expérimenté et construit depuis 4 ans, et en franchissant un nouveau cap.

Sections, cellules, réseaux nationaux, collectifs de bassins d'emploi, filières et sites d'activité, nous avons besoin de démultiplier les lieux de structuration et d'activité des communistes sur les lieux de travail. Cela appelle la définition, du local au national, d'objectifs et de priorités, ainsi qu'un travail national d'organisation nécessitant des moyens dédiés. Chaque fédération agira pour se doter d'un-e responsable entreprises, afin d'impulser et coordonner les initiatives des militant-es communistes sur leurs lieux de travail et d'aider à la création indispensable de cellules et de sections d'entreprises. Parce que près de 28 % de la population active sont dans la fonction publique, il faudra également développer notre activité sur les lieux de travail que sont les services publics, en direction des agents-es. Des coopérations et des mutualisations entre structures locales pourront être recherchées.

Une conférence nationale sera organisée pour définir une feuille de route, déclinée au niveau départemental.

Le journal Agir doit devenir l'espace d'élaboration et d'échanges des communistes à l'entreprise et autour d'elle. Il doit faire l'objet d'une diffusion régulière sur l'ensemble du territoire et bénéficier d'un tirage national. »

Au bout de 2 congrès notre implantation dans le monde du travail a-t-elle dépassé le stade de la communication et de quelques bastions historiques ? Ne serait-il pas temps de réellement réfléchir à une commission entreprise qui est les moyens de construire un réseau fédéral qui intervienne et diffuse nos projets économiques et organisationnels dans un secteur de la société essentiel pour le dépassement du capitalisme ?

P59

« 5. Reconquérir les milieux populaires

Se réimplanter dans les milieux populaires nous confronte à un défi dans les villes comme dans les territoires péri-urbains ou ruraux. Notre implantation et notre histoire sont des atouts pour nous adresser aux milieux populaires, les gagner à prendre parti et à s'engager, car les discriminations, les ségrégations territoriales, les inégalités ne sont pas naturelles. Elles sont la traduction de politiques de classe contre le monde du travail. Face à la précarité, aux bas revenus, au chômage, ils ont une expérience concrète de la solidarité familiale, de voisinage.

Les initiatives de solidarité concrète du parti (ventes solidaires de fruits et légumes, journées à la mer, soutiens scolaires, collectes alimentaires...), au-delà de l'aide qu'elles apportent, expriment en actes la fraternité, la solidarité de classe. Ce sont des actes politiques en cohérence avec nos valeurs, l'ensemble de notre projet et des revendications que nous portons.

L'ancrage auprès des milieux populaires passera par des batailles politiques, pour la réimplantation des services publics de proximité, pour une école de la réussite, pour le droit au logement, pour l'emploi, pour l'accès à la formation et à la découverte des métiers... Nous pouvons rassembler largement sur un discours de classe et sur des batailles concrètes,

respectueux de la diversité et des modes de vie, promouvant la solidarité entre tous les citoyens dans le cadre d'une fraternité républicaine. »

La direction nationale et les fédérations s'attacheront à mettre à disposition les ressources nécessaires à cette reconquête politique, en travaillant à des mutualisations et à des contenus politiques adaptés. En parallèle, la réflexion collective sur les besoins et les aspirations des milieux populaires devra se poursuivre.

Avons-nous laissé ce terrain définitivement à LFI ?

Pourquoi résistons-nous dans des agglomérations populaires et abandonnons-nous le terrain dans d'autres ?

P64

« 6. Franchir un nouveau cap pour la formation

La formation est un axe fondamental de l'efficacité de notre action et de notre mise en mouvement. Elle est essentielle pour la prise de responsabilités et le renouvellement de nos cadres. C'est pourquoi chaque adhérent·e doit pouvoir disposer de tous les outils pour être pleinement acteur·trice du PCF et participer au combat communiste dans la société. Cela implique une mise en partage des élaborations théoriques et des pratiques militantes, des conceptions de la société et du projet communiste. La formation, tant politique que pratique et théorique, est un outil décisif de construction du collectif agissant. Chacune et chacun doit pouvoir accéder à une formation adaptée, dans son contenu et ses

modalités. Dans cet objectif, les directions organisent des temps de formation, faisant vivre les apports marxistes, notamment en lien avec nos revues.

Nos formations peuvent être animées par des communistes, des camarades de combat ou des organisations citoyennes, pour ne négliger aucun apport. L'utilisation des méthodes de l'éducation populaire est à amplifier, en complément des apports scientifiques, afin de permettre à toutes et tous de s'émanciper par l'appropriation collective de savoirs et savoir-faire. En plus des programmes de formation structurés, des initiatives ponctuelles de formation thématiques peuvent être organisées, ouvertes à toutes et tous. De même, nos universités d'été sont des moments de partage de connaissances.

Lors des dernières années, un effort important a été réalisé par le secteur national formation : refonte des stages de base et des stages cadres, recensement et réunion des référents fédéraux à la formation, création des stages régionaux et du Fil rouge. Les sections sont d'ailleurs encouragées à élire également leur référent·e formation. Le secteur formation travaille, en lien étroit avec les directions départementales, et communique auprès des adhérentes pour une meilleure connaissance et appropriation des contenus et programmes proposés et disponibles.

Le PCF nourrit de grandes ambitions en matière de renforcement militant et est confronté à un

rapide renouvellement de ses cadres, il nous faut amplifier ce mouvement à tous les échelons des organisations du PCF. Pour progresser de façon significative, le parti a besoin d'augmenter le nombre de formateurs·trices disponibles et de les former à cette mission.

Le congrès mandate les directions pour que la formation soit considérée comme une priorité, en lui attribuant les moyens financiers en conséquence. Il propose qu'un conseil national soit consacré à la formation, afin qu'un plan d'ensemble soit élaboré et mis en œuvre en ce sens. »

Avez-vous le sentiment que nous empruntons la voie pour franchir un nouveau cap dans la formation des militants ?

8. Faire mieux fonctionner les instances de direction

Les instances de direction ont en charge l'impulsion de l'activité du parti et le débat des communistes. Elles créent les conditions de leur prise d'initiative et de la mise en oeuvre de leurs décisions, dans un aller-retour permanent avec eux. Elles garantissent l'accès à l'information, le lien entre toutes et tous, et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.

Elles ont pour responsabilité de mettre tou-ttes les communistes en mouvement et veillent au cadre respectueux des personnes, convivial et fraternel de la vie du parti et de l'activité politique, y compris dans la sphère numérique. Elles assurent une prise de décision collégiale sur la conduite de l'activité du parti.

L'existence de sensibilités diverses au sein de notre parti est une réalité qui doit nous enrichir mutuellement dans une recherche permanente d'unité et de dépassement des contradictions. Cette diversité conduit à des débats qui doivent être menés en interne, dans les instances concernées et dans le respect des opinions de chacun-e. L'objectif est de permettre une unité des communistes dans l'action. Une fois le débat tranché, l'ensemble des communistes respecte la décision collective et les dirigeant-es et élu-es respectent la volonté démocratique des adhérent-es du PCF, dont ils et elles sont le relai.

Le PCF engage une politique de formation et de promotion de cadres. À cet effet, il recense, en lien avec les fédérations, les savoirs, savoir-faire, expériences, itinéraires professionnels, personnels et militants des camarades.

Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la diversité des adhérent-es, tant sociale que professionnelle ou territoriale, mais aussi des engagements militants, syndicaux ou associatifs, pour enrichir la capacité de réflexion du collectif et rassembler des communistes aux expériences et cultures diverses. Une attention particulière doit être portée à la présence de militant-es issu-es des milieux populaires, des entreprises, comme au renouvellement régulier des instances.

Quant au conseil national, il doit gagner en efficacité et en capacité d'action. Il importe de créer toutes les conditions pour que les membres du conseil national soient pleinement en capacité d'assumer leurs responsabilités de dirigeant-es nationaux-ales, avec les tâches qui en découlent. Lieu de débat argumenté, il lui faut travailler à la mise en oeuvre des décisions de congrès, en relation avec les évolutions de la vie politique et de la société. Il doit traduire la volonté collective des communistes

Est-ce que ces résolutions ont changées les pratiques des directions depuis le 39eme congrès ?

L'attention particulière qui doit être portée à la présence de militant-es issu-es des milieux populaires, des entreprises, comme au renouvellement régulier des instances, sera-t-elle d'actualité pour le 40eme congrès ?

« L'apport des commissions thématiques et des réseaux

Il nous faut multiplier les portes d'entrée en politique, les lieux de structuration, les outils pour mener nos batailles politiques. Les réseaux thématiques et les commissions peuvent répondre à ce besoin. Les réseaux de salarié-es permettent de faire tomber les barrières géographiques, de favoriser une intervention coordonnée sur un territoire ou au niveau national. Les commissions thématiques peuvent être ouvertes à des femmes et des hommes qui, sur une question, sont prêt-es à s'engager avec nous.

La direction nationale a pour mandat d'approfondir les efforts pour faire exister des espaces

d'échanges transversaux entre réseaux et commissions thématiques, afin de pouvoir se nourrir de l'élaboration de tout le parti. Il lui revient d'organiser le dialogue avec les commissions et réseaux, de garantir la cohérence de leurs contenus, conformément au projet politique du PCF, de permettre aux communistes de connaître leurs travaux et propositions d'actions, de faire vivre les propositions et sujets portés par les élu-es. Leur expertise et le travail des élu-es doivent se nourrir en permanence. De façon générale, toutes les modalités de prises d'initiative et de rencontres entre militant-es peuvent être favorisées dès lors qu'elles contribuent au renforcement de notre organisation et au rayonnement de nos idées. Nous mettrons à disposition une bibliothèque numérique regroupant les publications émanant des structures du parti. »

Est-ce que l'apport des commissions est pris en compte par les directions ou est-ce que ces commissions restent dans un rôle consultatif ?

Quel moyen met-on pour faire fonctionner ces commissions à tous les échelons du parti ?